

Attestation de publication

Organisme

Organisme annonceur :	Ville de Toul		
Identité utilisateur :	Nayla Pasquereau		
Coordonnées de l'organisme :	13 rue de Rigny BP 70319 54201 TOUL Cedex		
Tél :	0383637615	Fax :	0383637615
Email :	commande.publique@mairie-toul.fr		

Objet du marché

Fourniture et livraison de gazole non routier nécessaire au fonctionnement des engins de la Ville de Toul

Avis de publicité

Type de procédure :	Proc.Adapt.	Date mise en ligne :	16/06/2022 à 09 h 00
Référence organisme :	2022-DAJ-001	Date limite de candidature :	
ID Dematis :	870731	Date limite de remise des offres :	19/08/2022 à 12h00
Réception électronique :	Non Activée		

Si vous avez chargé un dossier de consultation, ci-dessous se trouve la liste des fichiers:

//ICI

Pas de règlement et de dossier de consultation.

Dematis certifie que la publication du présent objet a été réalisée sur les supports listés ci-dessous :

Supports de publications sélectionnés	Références annonces	Date de parution
www.e-marchespublics.com	870731	16/06/2022 à 09 h 00

Réseau e-marchespublics: 492 851 visites/mois - 63 697 684 alertes appels d'offres - 34 418 480 dossiers téléchargés.

Fait à Paris , le **16/06/2022**

Dematis - Groupe Les Echos - 10 boulevard de Grenelle, CS 10817 - 75738
PARIS CEDEX 15 - Tel : 01 72 36 55 48

<http://www.e-marchespublics.com>

AVIS DE MARCHÉ

Département(s) de publication : **54**
Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Toul.
Correspondant : Alde Harmand, 13 rue de Rigny BP 70319 54201 TOUL Cedex tél. :
03-83-63-76-15 télécopieur : 03-83-63-76-36 Courriel : commande.publique@mairie-toul.fr

Adresse internet : <http://www.toul.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.xmarches.fr>.

Objet du marché : Fourniture et livraison de gazole non routier nécessaire au fonctionnement des engins de la Ville de Toul

Lieu d'exécution et de livraison: Service Voirie Avenue Colonel Péchot 54200 Toul

Caractéristiques principales :

La ville de Toul lance une consultation relative à la fourniture et à la livraison de gazole non routier nécessaires au fonctionnement des engins communaux.
L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

Les premières commandes commenceront à partir du 1er janvier 2023.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Gazole non routier pour une quantité estimée à 20 000 m³.

Le montant maximum annuel est fixé à 25 000 euros HT.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans.

Refus des variantes.

à compter du 01 Janvier 2023 et jusqu'au 31 Décembre 2023

Cautionnement et garanties exigés : Aucune clause de garantie financière prévue.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Paiement par mandat administratif dans les délais réglementaires. Budget de la Ville.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

-Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

(si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

-Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après.).

-Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

-Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

-Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

-Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

-Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) .

-Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

-Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

-En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise (document à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

-Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (*disponible à l'adresse suivante :*

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

-Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (*disponible à l'adresse suivante :*

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la

notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :

-Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

-Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

-Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

-Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : oui

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction du critère unique du prix le plus bas.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 19 Aout 2022 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : **2022-DAJ-001**

Renseignements complémentaires : Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.xmarches.fr>.

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nancy, 5 place carrière, 54000 Nancy, tél. : 03 83 17 43 43, télécopieur : 03 83 17 43 50, courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr, adresse internet : <http://www.tanancy.juradm.fr>

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur de la ville: <https://www.xmarches.fr>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 16 Juin 2022.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : Ville de Toul

Correspondant : Direction des Affaires Juridiques 13 rue de Rigny BP 70319 54201 Toul cedex , tél. : 0383637615 , télécopieur : 0383637636 , courriel : commande.publique@mairie-toul.fr , adresse internet : <https://www.xmarches.fr> .

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : , adresse internet : <https://www.xmarches.fr> .

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être

envoyées : Ville de Toul

Correspondant : Direction des Affaires Juridiques 13 rue de Rigny BP 3019 54201
Toul cedex , adresse internet : <https://www.xmarches.fr> .

Adresse à laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : ,
adresse internet : <https://www.xmarches.fr> .